

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 16 au 22 juillet 2026

À l'issue du Conseil des ministres franco-allemand organisé à Brühl, près de Cologne, le vendredi 17 juillet, le chancelier allemand, Friedrich Merz, et le président français, Emmanuel Macron, ont annoncé un renforcement de la coopération militaire entre leurs deux pays. Face aux défis sécuritaires, notamment à la menace que représente la Russie pour l'Europe, ils souhaitent élaborer une stratégie de dissuasion commune. Pour la première fois, la Bundeswehr participera à un exercice de dissuasion nucléaire organisé par l'armée française. Les deux gouvernements prévoient également de coopérer au développement de systèmes de renseignement et d'alerte précoce contre les missiles. Emmanuel Macron a toutefois précisé que cette coopération n'impliquait pas de participation financière de l'Allemagne à la force nucléaire française. Les discussions ont également porté sur d'autres sujets stratégiques, comme le budget pluriannuel de l'Union européenne, la production de batteries haute performance, la création d'un centre commun d'intelligence artificielle, ainsi que la coopération entre Deutsche Welle et France Médias Monde pour lutter contre la désinformation. Concernant le projet de système de combat européen FCAS, dont le développement de la partie avion de chasse (NGF) a échoué, les deux pays souhaitent poursuivre au moins le Combat Cloud, un système destiné à connecter différents équipements militaires.

Jens Spahn a démissionné de son poste de président du groupe parlementaire de la CDU/CSU après une vive polémique autour de son recours à la gestation pour autrui aux États-Unis, alors que cette pratique est interdite en Allemagne et qu'il avait lui-même défendu son maintien. Cette contradiction a suscité de nombreuses critiques au sein de son parti et a finalement conduit à son retrait. Sa démission a relancé le débat sur la gestation pour autrui. Les Verts souhaitent réexaminer la question, tandis que la CDU continue de défendre son interdiction. Le président du Conseil d'éthique allemand dénonce, de son côté, une « double morale » : la pratique est interdite en Allemagne, mais largement tolérée lorsqu'elle est réalisée à l'étranger. Le groupe parlementaire CDU/CSU se réunira en session extraordinaire le 29 juillet afin d'élire un successeur à Jens Spahn.

À l'occasion du 82^e anniversaire de la tentative d'attentat contre Adolf Hitler du 20 juillet 1944, le gouvernement allemand a rendu hommage aux résistants au nazisme lors d'une cérémonie au Bendlerblock, à Berlin. Avant le début de la commémoration, un incident a éclaté lorsqu'un proche du théologien et résistant Dietrich Bonhoeffer a tenté de retirer une gerbe déposée par l'AfD. Il a dénoncé la présence du parti, dont certaines branches sont classées comme d'extrême droite par les autorités allemandes, estimant qu'il était inapproprié qu'il participe à un hommage rendu aux personnes mortes pour défendre l'État de droit et la dignité humaine. Dans son discours, la ministre fédérale de l'Éducation, Karin Prien (CDU), a rappelé que la démocratie ne peut rester forte que si les citoyens s'engagent pour la défendre avant qu'un courage exceptionnel ne devienne nécessaire. Elle a également souligné l'importance de transmettre la mémoire de la résistance au nazisme aux jeunes générations.

La Deutsche Bahn prévoit d'interdire la consommation d'alcool dans l'ensemble des 5 400 gares allemandes. Les voyageurs ne pourront plus boire de bière, de vin ou de spiritueux sur les quais ni dans les halls des gares. Les restaurants et cafés situés dans les gares ne sont pas concernés par cette mesure. Selon la compagnie ferroviaire, cette interdiction vise à renforcer la sécurité des voyageurs et du personnel. L'entreprise souligne que les villes ayant déjà adopté cette règle, comme Hambourg, ont constaté une baisse des violences, des conflits et des déchets. Les contrevenants risqueront une expulsion de la gare, voire une interdiction d'accès en cas de récidive. Le ministre de l'Intérieur Alexander Dobrindt juge cette proposition « digne d'être discutée », tandis que le syndicat de la police soutient l'initiative mais doute de son application faute d'effectifs suffisants. Cette décision intervient alors que les agressions contre les employés des chemins de fer sont en hausse en Allemagne.

Dix ans après l'attentat du centre commercial Olympia-Einkaufszentrum (OEZ) de Munich, les survivants et les familles des victimes dénoncent le manque de reconnaissance et de soutien de l'État allemand. Le 22 juillet 2016, un jeune homme de 18 ans a assassiné neuf personnes, principalement issues de familles immigrées ou de la minorité sinti. Admirateur du terroriste d'extrême droite Anders Breivik, il avait clairement exprimé ses motivations racistes dans un texte retrouvé sur son ordinateur. Malgré ces éléments, les autorités bavaroises ont longtemps présenté l'attaque comme une simple fusillade liée au harcèlement scolaire subi par l'auteur, et non comme un attentat d'extrême droite. Cette qualification a retardé la reconnaissance officielle du caractère raciste du crime et privé les victimes de certaines indemnités. Les proches reprochent également aux enquêteurs d'avoir cherché des liens entre le meurtrier et les victimes, tout en négligeant ses contacts internationaux. Ils demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire afin de faire toute la lumière sur les défaillances des autorités. Ils dénoncent aussi le manque d'information, l'absence de soutien psychologique et réclament aujourd'hui des excuses officielles de l'État pour la gestion de cette tragédie.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Après la démission de Jens Spahn de la présidence du groupe parlementaire CDU/CSU, le chancelier allemand, Friedrich Merz, n'exclut pas un remaniement gouvernemental. Il a déclaré qu'il s'agissait d'une occasion de revoir la composition du gouvernement, tout en soulignant qu'aucune décision n'avait encore été prise. Jens Spahn a démissionné de ses fonctions à la suite de vives critiques concernant le recours à une mère porteuse aux États-Unis pour la naissance de son fils. Cette pratique est interdite en Allemagne et Spahn, tout comme la CDU, y était auparavant opposé. Merz souhaite proposer rapidement un successeur en concertation avec le chef de la CSU, Markus Söder. Plusieurs noms circulent, notamment ceux de Thorsten Frei, Carsten Linnemann, Nina Warken et Alexander Dobrindt. Le chancelier a également reproché à Spahn d'avoir informé la direction du parti trop tard, reconnaissant avoir sous-estimé l'ampleur de la polémique et les conséquences pour la crédibilité de l'Union.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

+4,7%



Les violences sexuelles contre les enfants et les adolescents continuent de progresser en Allemagne. Selon le dernier rapport de l'Office fédéral de la police criminelle, 17 126 violences sexuelles contre des enfants ont été recensées en 2025 (+4,7 %), tandis que celles visant les adolescents ont augmenté de 4 % par rapport à 2024. Les autorités soulignent que ces statistiques ne concernent que les affaires signalées à la police et que le nombre réel de victimes est probablement bien plus élevé. Le rapport révèle aussi une hausse de 20 % des infractions liées aux contenus pédopornographiques impliquant des adolescents. Les enquêteurs constatent un recours croissant à l'IA pour créer ou diffuser ces contenus, ainsi qu'une augmentation des cas de cybergrooming, où des adultes contactent des mineurs en ligne dans le but de les exploiter sexuellement. Autre évolution préoccupante : les abus sexuels diffusés en direct sur Internet, permettant à des criminels d'assister aux agressions et parfois de guider leurs auteurs. Les autorités demandent donc de renforcer la prévention, la coopération internationale et la responsabilité des plateformes numériques afin de mieux protéger les mineurs.